



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Immigration de masse 7

Fibre patriotique.
Avons-nous perdu notre identité?



Bad Horn 2014 8-9

Entretien avec le professeur
Reiner Eichenberger



FAIF NON 15

Le subventionnement du transport
ferroviaire par les automobilistes



**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

Tout le monde aux urnes !



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 9 février 2014

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 20 juin 2013 portant règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire ? (Contre-projet direct à l'initiative populaire «Pour les transports publics», qui a été retirée).	Réponse <i>Non</i>
--	-----------------------

Acceptez-vous l'initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée - Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base»?	Réponse <i>Oui</i>
---	-----------------------

Acceptez-vous l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse»?	Réponse <i>Oui</i>
---	-----------------------

Le dimanche 9 février, nous serons confrontés à un vote crucial. Seul un OUI à l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse» nous permettra de contrôler et limiter l'immigration dans le futur. Chaque personne souhaitant une immigration mesurée, un paysage intact, la prospérité et la sécurité pour nos enfants doit se rendre aux

urnes et motiver son entourage à en faire autant le 9 février. Faire le poing dans sa poche ne rapporte rien en matière d'immigration. Il faut un OUI dans les urnes.

C'est à nous à présent de faire la différence et de changer les choses ! Ne soyons pas des étrangers dans notre propre pays.

2 Editorial

L'UDC dans la presse suisse de janvier 2014



Le mot du président

Voter OUI maintenant !



Longtemps, l'alliance de toutes les forces contre l'UDC a porté ses fruits. Le Conseil fédéral, l'administration, les autres partis, les associations économiques, les syndicats, les fonctionnaires européens et bien entendu le paysage médiatique étaient tous d'accord : il ne faut pas que la Suisse puisse contrôler elle-même l'immigration, même à l'avenir.

Ce n'est pas l'initiative populaire contre l'immigration de masse qui a été attaquée, mais l'UDC en tant qu'auteur du texte. Pendant des mois, l'UDC a été vilipendée de toutes parts, de nombreuses contre-vérités ne sont pas devenues plus vraies par leur répétition. Ces mêmes fonctionnaires d'associations aujourd'hui détracteurs de l'UDC étaient contents que nous prenions les devants pour l'initiative JS 1:12 et tremblent déjà devant l'initiative des syndicats pour les salaires minimum. Ils devraient cependant avoir à l'esprit qu'un refus de notre initiative contre l'immigration de masse et l'acceptation de l'initiative pour un salaire minimum déclencherait une vague d'immigration sans précédent.

Au lieu de cela, les conseillers fédéraux parcourent le pays aux frais des contribuables et s'affichent à des événements financés par economiesuisse. Les membres des exécutifs cantonaux et municipaux se montrent en photo sur des annonces payées par economiesuisse. Des fonctionnaires payés par l'Etat s'immiscent sans retenue dans la campagne.

Malgré tout, nos adversaires perdent l'avantage dans la campagne. Plus on parle de l'initiative, plus les dysfonctionnements et la nécessité d'agir sautent aux yeux. L'Union suisse des paysans a précipitamment recommandé le non, la plupart des associations paysannes cantonales ont adopté le OUI. L'Union suisse des arts et métiers a décidé de soutenir le non, alors que les associations cantonales de Saint-Gall et d'Argovie ont adopté le OUI. Les syndicats n'ont plus leur base en main et même certaines sections cantonales des Verts prennent leurs distances. Certains parlementaires d'autres partis me confient même qu'ils voteront OUI.

Maintenant, tous aux urnes ! Nous avons besoin de chaque OUI à l'initiative sur l'immigration de masse. Et n'oubliez pas de voter NON au FAIF.


Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Les communes paient les pots cassés

L'immigration immodérée dans l'Etat social pèse sur les villes et les communes. La Confédération et les cantons s'en désintéressent, selon le principe «premier arrivé, premier servi».

Une conséquence de l'immigration de masse est que les employés âgés, moins bien formés, sont poussés hors du marché du travail. Ils sont remplacés par des immigrants plus jeunes et souvent moins chers, venant de l'UE. Une fois tous les droits aux prestations d'assurance-chômage (AC) épuisés, les personnes d'âge mûr ainsi évincées atterrissent à l'aide sociale. Étant donné que ces bénéficiaires reçoivent un soutien complet et ne touchent aucun revenu partiel, un seul cas peut coûter jusqu'à 50'000 francs par an, et ce, jusqu'à l'âge de la retraite.

L'astuce du contrat de travail à durée indéterminée

Selon les règles de la libre circulation des personnes, un contrat de travail de durée indéterminée donne droit à un permis de séjour de 5 ans. Celui-ci reste valable, même si l'immigrant perd ou abandonne son travail après quelques semaines. Ces derniers temps, de telles autorisations de séjour ont même été octroyées pour des contrats de travail temporaire à durée indéterminée. La Confédération et les cantons créent ainsi, en toute connaissance de cause, un risque que des communes doivent fournir de l'aide sociale. Les permis de travail ne sont pas révoqués, parce que la rumeur s'est répandue depuis longtemps qu'il suffit, en Suisse, de présenter à l'office des migrations des preuves de recherche d'emploi juste avant la révocation annoncée.

À présent aussi pour les demandeurs d'emploi

De l'avis de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), même les immigrants qui se rendent en Suisse uniquement pour y chercher un travail ont droit à l'aide sociale dès le premier jour. Quiconque édicte de telles règles agit de manière injuste vis-à-vis des personnes dans notre pays qui ont véritablement besoin d'assistance.



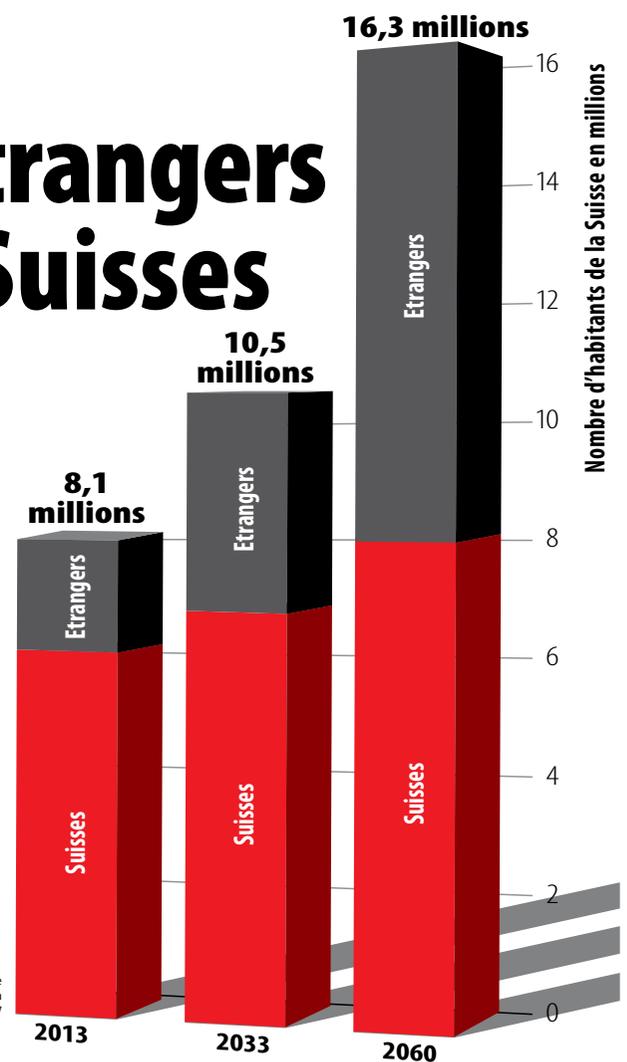
par Thomas Müller,
conseiller national
et président de la ville
de Rorschach (SG)

Bientôt plus d'étrangers que de Suisses

Faute d'un contrôle de l'immigration, il y aura dans moins de 50 ans en Suisse

- plus de 16 millions d'habitants
- plus d'étrangers que de Suisses

Source: Office fédéral de la statistique – extrapolation linéaire de l'immigration démesurée depuis l'ouverture de la libre circulation des personnes en 2007



Donc, le 9 février: **OUI** à l'initiative populaire contre l'immigration de masse

Avec un don sur le CCP 30-8828-5 vous soutenez cette annonce. Un grand merci. UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne

www.immigration-massive.ch

4 Initiative sur le renvoi

L'UDC reste ferme

En novembre 2010, l'initiative sur le renvoi a été acceptée par une majorité du peuple et des cantons. Simultanément, un contre-projet visant à relativiser les principes de l'initiative a été rejeté dans tous les cantons. Malgré ce résultat sans équivoque, les citoyens attendent aujourd'hui encore la mise en œuvre de l'initiative. La persévérance de l'UDC porte toutefois ses fruits : au sein de la commission compétente du Conseil national, de plus en plus de représentants d'autres partis se prononcent en faveur d'une mise en œuvre fidèle.



par Gregor Rutz,
conseiller national
Küssnacht (ZH)

Après le rapport final du groupe de travail DFJP de juin 2011, rien ne s'est passé durant deux ans. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga ne semble pas vraiment pressée de mettre en œuvre l'initiative sur le renvoi. En été 2013, le Conseil fédéral a envoyé en consultation un projet de loi reprenant le contre-projet qui avait été rejeté par le peuple. Depuis octobre 2013, le projet est entre les mains de la Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N).

Résistance au sein de la CIP-N

Il est réjouissant de voir que la résistance s'organise à présent également au sein de la CIP-N. Le communiqué officiel du 11 octobre 2013 parle un langage étonnamment clair : «La commission a pris la décision de principe, par 14 voix contre 8 et 1 abstention, de concrétiser, au niveau de la loi, l'initiative sur le ren-

voi (...) en se fondant sur le texte de l'initiative de mise en œuvre ; cette dernière, qui pourrait être soumise au verdict populaire début 2016, deviendrait ainsi superflue. Le législateur s'acquitterait ainsi du mandat que lui a confié le pouvoir constituant.»

Projet inacceptable du Conseil fédéral

«Au contraire, le projet présenté par le Conseil fédéral met en œuvre le contre-projet – rejeté par le peuple – à l'initiative sur le renvoi. La décision de principe de la CIP-N implique en particulier que, pour certaines infractions, la décision d'expulser ou non un étranger criminel ne reviendrait plus aux juges.»

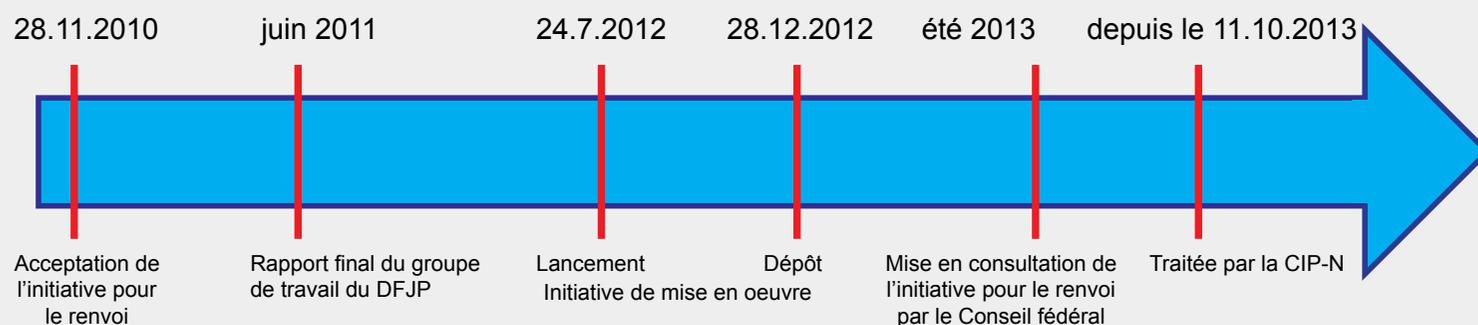
Attitude ferme et cohérente de l'UDC

La majorité de la Commission est restée fidèle à ces principes dans

sa séance de janvier 2014, rejetant les propositions visant à atténuer le texte de loi en ce qui concerne la



Les trois années de laxisme du Conseil fédéral:



proportionnalité. Malgré l'évolution jusque-là réjouissante des travaux, les représentants de l'UDC au sein de la CIP-N sont conscients que le projet n'est encore de loin pas gagné, c'est-à-dire mis en œuvre correctement. Un point est cependant clair : toute autre attitude qu'une ligne dure et cohérente serait une erreur. Celle-ci est la clé du succès de l'UDC. En perspective des élections 2015 au plus tard, les autres partis devront se demander sérieusement si une mise en œuvre correcte de l'initiative sur le renvoi ne serait pas plus judicieuse.



Stoppons le bétonnage de la Suisse!



**Contrôlons
à nouveau
l'immigration!**

CCP 60-167674-9

Donc, le 9 février

OUI

à l'initiative
contre l'immigration
de masse

Comité interpartis contre l'immigration de masse, case postale 8252, 3001 Berne

www.immigration-massive.ch

6 Immigration de masse

Voilà pourquoi nous disons **OUI**



„Une immigration choisie permet à la fois la priorisation des Suisses sur le marché du travail et un accueil légitime et maîtrisé des personnes étrangères, pour des motifs humanitaires ou économiques.”

Cyrille Fauchère
conseiller municipal de la ville de Slon, Bramois (VS)



„Pour conserver notre identité, pour assurer la sécurité aux habitants, pour offrir une qualité de vie décente à nos citoyens, pour préserver nos espaces verts, l'immigration doit être contrôlée et dosée!”

Gilberte Demont
Gérante en Immobilier, Morat (FR)



„Voter OUI à l'initiative contre l'immigration massive c'est voter OUI à l'indépendance de la Suisse!”

Albert Leimgruber
Editeur & Rédacteur, La Corbaz (FR)



„Oui à une immigration de qualité qui apporte une plus-value à la Suisse, non à une immigration de masse incontrôlée qui alourdit les charges du contribuable. Nous devons favoriser la politique de formation et de redistribution du travail.”

Sandrine Ott
Veytaux (VD)



„L'immigration incontrôlée menace notre sécurité, le plein-emploi et notre prospérité. Engagez-vous pour que la Suisse conserve sa précieuse indépendance et dites OUI à l'initiative contre l'immigration de masse!”

Grégory Logean
Député au Grand Conseil, Euseigne (VS)

Renforcer le patriotisme

La Suisse compte près de deux millions d'étrangers, et un citoyen sur trois environ a des racines étrangères. Aucun pays comparable en Europe ne connaît une telle immigration de masse. Qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse ? Perdons-nous notre identité ?

Ceux qui veulent être Suisses doivent aussi savoir quelles sont nos racines. Cela ne vaut pas uniquement pour les étrangers. Les jeunes ont aussi le droit d'apprendre

se alémanique, la place de l'Histoire a encore été réduite. L'objectif sous-jacent est clair : il est plus facile de contrôler et de manipuler un peuple sans racines.

de fer, il a permis la construction du Gothard. En tant que conseiller national, il a fait avancer la création de l'EPFZ. Alfred Escher a aussi créé la première banque industrielle moderne de Suisse, la Kreditanstalt (l'actuel Credit Suisse). Un pays a besoin d'entrepreneurs comme lui, et pas de régulateurs ni de bureaucrates.

La paresse ne doit pas être récompensée. C'est aussi cela que montre l'histoire de l'économie suisse : chez nous, c'est la compétence qui compte et pas les origines. Beaucoup d'entrepreneurs pionniers avaient des racines étrangères, à l'instar d'Henri Nestlé, qui a immigré de l'Allemagne vers la Suisse romande à l'âge de 25 ans et y a posé les premières pierres du groupe alimentaire actuel. Toute personne qui arrive en Suisse et apporte sa contribution est bienvenue.

Trop c'est trop

On le constate fréquemment : beaucoup d'étrangers naturalisés sont de meilleurs Suisses que nos gauchistes et nos verts, qui veulent faire partie de l'UE et mettent en péril le modèle suisse.

La Suisse a prouvé sa capacité à intégrer les immigrants qui ont envie de réussir. Mais 80'000 personnes de plus par an, c'est trop. Là, l'intégration ne peut qu'échouer. Pour que la Suisse puisse préserver son identité, nous avons besoin d'un renforcement du patriotisme à l'intérieur, et d'une politique migratoire raisonnable vis-à-vis de l'extérieur.



«Notre prospérité ne repose pas sur des matières premières telles que le pétrole, mais sur le principe de la performance et de l'économie libérale, des valeurs bourgeoises.»

comment notre pays s'est créé et de quoi nous pouvons être collectivement fiers.

Mais où est l'Histoire suisse dans les écoles de notre pays ? Où est l'éducation civique, qui honore notre système unique alliant démocratie directe, fédéralisme et neutralité ? Qui raconte encore l'histoire de Guillaume Tell et les luttes de nos ancêtres pour la liberté ? Dans le nouveau plan d'études pour la Suis-

La paresse ne doit pas être récompensée

La Suisse figure aujourd'hui parmi les pays les plus riches du monde. Ce n'est pas un hasard. Notre prospérité ne repose pas sur des matières premières telles que le pétrole, mais sur le principe de la performance et de l'économie libérale, des valeurs bourgeoises.

Citons par exemple l'entrepreneur et politicien zurichois Alfred Escher (1819-1882) : en tant que pionnier du chemin



*par Peter Keller,
conseiller national,
Hergiswil (NW)*

Entretien avec le Professeur

Reiner Eichenberger est économiste. Il exerce les fonctions de Professeur ordinaire de théorie de la politique économique et t (and the Arts). Depuis quelque temps déjà, il publie au sujet de différents « mythes » liés à l'immigration.

Quels sont les principaux mythes concernant l'immigration ?

Reiner Eichenberger: Premier mythe « L'immigration atténue la pénurie de personnel ». Cette affirmation est certes correcte à court terme. Mais la possibi-

„Les mesures d'accompagnement liées à l'immigration sont du poison pour deux des facteurs actuels de notre succès : la flexibilité du marché du travail et une bureaucratie moins écrasante.“

lité d'engager des collaborateurs plus facilement et moins chers attire les investissements d'entreprises nouvelles ou existantes. Celles-ci engagent aussi des gens qui, sinon, travailleraient pour d'autres employeurs. La pénurie de personnel est ainsi rétablie au niveau initial. Si la libre circulation des personnes atténuait vraiment la pénurie de personnel, celle-ci aurait diminué, après sept ans

d'immigration record. Or, tel n'est pas le cas. Un autre mythe : « Les immigrés ne viennent que si l'économie est en croissance ». La croissance économique crée peut-être 50'000 places de travail. Cependant, la rotation naturelle à travers les départs à la retraite, les changements de poste, etc. libère plus de 400'000 postes par an. C'est pourquoi il y a même en période de très mauvaise conjoncture de très nombreux postes vacants pouvant être occupés par des immigrés.

L'économie n'a-t-elle alors pas besoin d'immigration ?

Bien sûr que la Suisse a besoin d'un certain échange de main-d'œuvre avec l'étranger, mais pas d'une immigration aussi forte qu'actuellement. Le revenu par habitant en Suisse n'augmente pas plus vite que celui versé en Allemagne ou en Autriche, où l'immigration est nette-



Succès du séminaire des cadres UDC à Horn

Les 10 et 11 janvier 2014, L'UDC a réuni, comme chaque année, plus de 100 cadres de niveaux fédéral et cantonal pour son des exposés internes pertinents des conseillers nationaux Heinz Brand et Luzi Stamm, la présentation du Prof. Reiner Eichenberger concernant l'immigration, récoltant ainsi de nombreux applaudissements. Le conseiller fédéral Ueli Maurer a également esquisse sa présentation sur le thème des médias et de l'immigration qui a suscité non seulement un large soutien du public, mais aussi le syndicat de Rorschach, le conseiller national Thomas Müller ainsi que le directeur de l'action sociale Beat Feurer de Bienne



ur Reiner Eichenberger

financière à l'Université de Fribourg et de Directeur de recherche au CREMA (Center for Research in Economics, Management,



ment inférieure. Telle qu'elle se présente actuellement, l'immigration nuit à notre prospérité réelle : premièrement, nous nous heurtons à de nombreuses limites naturelles et imposées politiquement – terrains disponibles, infrastructures, environnement, consommation énergétique globale, compromis historiques en matière de places de stationnement comme à Zurich. Deuxièmement, les mesures d'accompagnement liées à l'immigration sont du poison pour deux des facteurs actuels de notre succès : la flexibilité du marché du travail et une bureaucratie moins écrasante.

Mais alors, pourquoi autant de politiciens luttent-ils en faveur de l'immigration incontrôlée ?

L'immigration apporte à court terme de l'argent dans les caisses. Un pour cent de personnes en plus signifie un pour cent de recettes fiscales en plus, et les coûts que cela entraîne rapidement – aménagement des infrastructures, mesu-

res d'accompagnement, etc. – font partie des tâches de prédilection de nombreux politiciens. Le véritable prix à payer – rareté du sol, problèmes environnementaux – vient plus tard, mais c'est la population qui doit alors assumer, et non les politiciens actuels.

Que conseillerez-vous aux citoyens et acteurs politiques suisses ?

À la création de la Suisse moderne en 1848, l'introduction de la liberté d'établissement sur tout le territoire suisse a apporté de nombreux avantages aux Suisses dans leur ensemble – mais pas aux habitants des régions connaissant la plus forte immigration. De même, la libre circulation des personnes apporte de grands avantages aux Européens dans leur ensemble. Notre voie royale consiste donc à ouvrir le marché du travail non seulement aux citoyens européens, mais au niveau international, et ensuite de distribuer les bénéfices importants de l'immigration en faveur des habitants actuels de la Suisse.

traditionnel séminaire à l'Hotel Bad Horn de Horn/TG. Cette année, le thème principal du séminaire était l'immigration. Outre Eichenberger a été un point fort de la première journée. Ce spécialiste en politique économique a débusqué plus de 16 mythes con-
né, en ce début d'année, ce qu'il considère comme les défis futurs pour notre pays. Le lendemain, Roger Köppel a donné une
i beaucoup de rires. La proximité avec les préoccupations pratiques n'a pas été oubliée : deux représentants de communes,
ont évoqué les difficultés créées par l'immigration dans les villes.



Pour un avenir sûr dans la liberté

Le 9 février 2014, il faudra voter UDC ! Les villes de Zurich et de Winterthour méritent un avenir sûr dans la liberté ! L'UDC a abordé dans la campagne les principaux thèmes d'avenir. Elle s'engage pour plus de sécurité dans les quartiers, pour la propriété, pour la sécurité financière et pour l'immigration contrôlée.

L'UDC prend les inquiétudes et les peurs de la population très au sérieux. Dans d'innombrables interventions parlementaires, les politiciens UDC ont exigé que le conseil municipal mette fin à sa politique de tolérance et de laisser-faire face aux manifestations et aux squats. Néanmoins, le conseil municipal rouge-vert persiste dans cette voie catastrophique. Une majorité rouge-verte a même supprimé huit postes de policiers cruellement nécessaires du budget de la ville de Zurich.

Le sentiment de sécurité au sein de la population zurichoise et parmi les acteurs économiques reste au plus bas. Il ne se passe guère un jour à Zurich sans qu'une infraction violente soit commise quelque part. Tout homme et toute femme devrait pouvoir aller et venir dans la ville de Zurich sans craindre d'être la cible d'une attaque ou d'un vol à l'arraché ou sous la menace. Une autre calamité est la politique de circulation, dont le seul but est de faire obstacle aux automobilistes, en supprimant des voies de circulation et des places de parc.

En ville de Zurich, l'UDC participe aux élections avec la juriste de 32 ans Nina Fehr Düsel et l'ingénieur civil, ingénieur trafic et membre

En tant que premier parti bourgeois, l'UDC essaiera aussi d'accroître son électorat. La campagne électorale se déroule en parallèle à celle, très importante pour la Suisse, de l'initiative contre l'immigration de masse. Lors de nombreux podiums et débats, l'UDC a constaté que sa politique migratoire suscitait un grand intérêt et bénéficiait d'un large soutien. Il ne reste à présent aux électeurs et électrices qu'à accepter l'initiative et à glisser dans l'urne la liste UDC, numéro 2 !

Dans la deuxième ville du canton, Winterthour, l'UDC, qui y est aussi le parti bourgeois le plus fortement représenté, se lance dans la course avec le policier cantonal de 46 ans Josef Lisibach, dans un ticket bourgeois pour le conseil municipal. Pour l'UDC Winterthour également, le thème de la sécurité est l'une des premières priorités. La peste rouge-verte fait des ravages dans les deux villes. Seule l'UDC peut l'enrayer.



Stadt- und Gemeinderatswahlen vom 9. Februar 2014: **Spezialausgabe**

Zürich verdient eine sichere Zukunft in Freiheit

Die SVP setzt sich ein:

- für mehr Sicherheit in den Quartieren
- für Ihr Eigentum
- für Ihre finanzielle Sicherheit
- für kontrollierte Einwanderung

Ihre Sicherheit liegt uns am Herzen – Zeit, SVP zu wählen!

Leider ist das Sicherheitsgefühl bei der Zürcher Bevölkerung und den Gewerbetreibenden immer noch miserabel. Es vergeht kaum ein Tag, vor allem an den Wochenenden, an dem nicht irgendwo in unserer Stadt ein Gewalttäter verurteilt wird. Einbrüche, Taschendiebstahl, schwere Körperverletzungen, all diese Delikte und Verbrechen haben in den letzten Jahren massiv zugenommen. Oft werden dabei die Opfer solcher Taten vergessen.

Wann soll diese Politik zu einer Entspannung des Sicherheitsgefühls führen? In jeder Stadt, nach Zürich ist die Angst im ganzen Land. Immer wieder ist die SVP die stärkste Partei. Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt. Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt. Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt.

Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt. Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt. Die SVP ist die einzige Partei, die sich für die Sicherheit der Bürger einsetzt.

du Grand Conseil Roland Scheck, 47 ans. Elle compte ainsi récupérer enfin, pour la première fois depuis 1990, un siège au conseil municipal.

par Reinhard Wegelin, secrétaire de l'UDC du canton de Zurich

Le 26e congrès de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich s'est tenu le vendredi 17 janvier 2014 avec la présence du président de la Confédération, Didier Burkhalter à titre de conférencier.

Extrait du discours de bienvenue «Nous ne sommes pas dupes !»
par Alfred Heer, conseiller national
président de l'UDC du canton de Zurich

«L'UDC veut que la Suisse puisse contrôler l'immigration, comme un État souverain. Pourquoi devrions-nous laisser entrer chaque serveur et chaque ouvrier de chantier, alors que nous avons nous-mêmes ici un taux de chômage élevé ? Pourquoi les travailleurs dits spécialisés devraient-ils pouvoir entrer sans difficulté, alors que 91'000 travailleurs spécialisés touchent des allocations de chômage ?»

Extrait de l'exposé «Pas d'adhésion à l'UE sur la pointe des pieds»
par Christoph Blocher
conseiller national et ex-conseiller fédéral

«Les puissances étrangères croient toujours savoir ce qui est le mieux pour notre pays. Ainsi, le commissaire européen László Andor nous fait la leçon, au sujet de l'initiative «Stopper l'immigration de masse.» On ne pourrait désormais imaginer le quotidien suisse sans les 20 pour cent de travailleurs étrangers, fait savoir le représentant de l'UE, qui veut intégrer la Suisse sur le plan «institutionnel». Comment ce monsieur sait-il, dans sa lointaine Bruxelles, ce qui est bénéfique pour la Suisse ? Comme je vous l'avais déjà dit l'an dernier, un agriculteur de Suisse centrale avait intégré cette prière dans sa bénédiction d'alpage, lorsqu'il s'exclamait : «Seigneur, protège-nous de l'orage et du vent / et des conseillers fédéraux qui sont à Bruxelles !»

Mesdames et Messieurs, la Suisse a toujours subi la pression de puissances étrangères qui ne voulaient toujours que notre bien. Adaptation ou résistance ? Telle est la question perpétuelle qui jalonne l'histoire de notre pays.»





ICEBEAR

LA SUBARU DE CEUX QUI NE PERDENT PAS LE NORD.

Une exclusivité Subaru:
le Pack ICEBEAR gratuit.

Pour votre sécurité

- > Un jeu de roues d'hiver complètes
 - jantes en alliage léger 16 pouces
 - pneus d'hiver haut de gamme Pirelli
 - enjoliveurs de moyeu avec logo ICEBEAR
- > Un grattoir à glace ICEBEAR

Pour votre bien-être

- > Un jeu de 4 tapis de sol ICEBEAR
- > Une peluche ICEBEAR
- > Une couverture ICEBEAR pour les passagers
- > Une bouteille thermos ICEBEAR

Valeur: Fr. 2'500.-



SÉRIE SPÉCIALE SUBARU XV 4x4 ICEBEAR DÈS FR. 25'900.- VOUS ÉCONOMISEZ FR. 2'500.-!



Cette offre va réchauffer le cœur des calculateurs les plus froids. La Subaru XV 4x4, Crossover de l'année en Suisse et disponible avec moteur essence ou diesel, est une voiture quatre-saisons au tempérament de feu. Déjà imbattable en matière de rapport qualité/prix, elle devient encore plus désirable grâce à un Pack gratuit qui ne vous laissera pas de glace. Mais dépêchez-vous: les stocks risquent de fondre comme neige au soleil. Votre concessionnaire Subaru vous attend déjà.

Modèle présenté: SUBARU XV 2.0i AWD Swiss three, man., 5 portes, catégorie de rendement énergétique F, CO₂ 160 g/km, consommation mixte 6,9 l/100 km, Fr. 37'500.-. SUBARU XV 1.6i AWD Swiss one, man., 5 portes, catégorie de rendement énergétique E, CO₂ 151 g/km, consommation mixte 6,5 l/100 km, Fr. 25'900.-. **Dans la limite des stocks disponibles. Offre valable pour tous les modèles 2013.**

LINEARTRONIC
save energy

SUBARU
BOXER

SYMMETRICAL
AWD



SUBARU

Confidence in Motion

www.subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. www.multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 8% comprise. Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment. Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): CO₂, 148 g/km.

LA MARQUE 4x4 DES SUISSES

Financer l'avortement est une affaire privée

www.affaireprivee.ch

Beaucoup de citoyennes et de citoyens ignorent qu'ils cofinancent des avortements par le biais de leurs primes d'assurance-maladie. Pourtant, les avortements ne sont pas une maladie. Cette initiative populaire demande donc que le financement des avortements soit radié de la liste des prestations de l'assurance obligatoire. Cela profite à tous:

1. La liberté de l'individu est renforcée:

personne ne doit être tenu de financer avec ses primes les avortements d'autrui. La possibilité d'avorter n'est pas remise en cause par cette initiative populaire.

2. L'assurance-maladie obligatoire est déchargée de prestations discutables:

les avortements ne relèvent pas des prestations de base de notre assurance-maladie.

3. Les droits des parents sont renforcés:

grâce à cette initiative, les adolescentes de moins de 16 ans ne peuvent plus être poussées à un avortement à l'insu de leurs parents.

4. Enfin, cette initiative apporte une contribution positive à la baisse des primes de l'assurance-maladie obligatoire.



**Cofinancer des avortements ?
Jamais de la vie !**

C'est pourquoi, le 9 février 2014 :

Oui à «Financer l'avortement est une affaire privée»

Non à plus de taxes

Le FAIF, Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire, doit être fermement rejeté. Ce projet ancrerait définitivement le subventionnement du rail par les automobilistes, à l'origine limité dans le temps. Par ailleurs, la collectivité ainsi que les régions périphériques et de montagne se retrouveraient à financer les projets de transports publics des centres.



par Albert Rösti,
conseiller national
Uetendorf (BE)

Le FAIF n'est pas équilibré

Tout juste trois mois après le net rejet de nouvelles taxes routières, le FAIF est le prochain combat important des automobilistes. Il s'agit de dépenser ces prochaines années, pour l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, 6,4 milliards de francs – payés par la route et les contribuables. Le rail, bénéficiaire du projet, ne paie presque rien. À peine entré en vigueur, le FAIF sera suivi d'autres projets pour les transports publics, chiffrés en milliards. L'UDC exige un aménagement équilibré des infrastructures pour le rail et la route. Avant d'approuver des milliards destinés au rail, il convient donc de créer aussi un fonds correspondant pour l'infrastructure routière.

Pas de restriction de la déduction pour pendulaire

Le FAIF cimente d'une part dans la Constitution le financement transversal du tra-

fic ferroviaire par les automobilistes, une réalité depuis des décennies. D'autre part, à travers l'augmentation de la TVA et d'autres dépenses de la caisse fédérale, la

collectivité contribue elle aussi fortement. Les régions périphériques et de montagne seraient les plus durement touchées. À travers la restriction de la déductibilité des frais de déplacement vers le lieu de travail à un maximum de 3000 francs, les personnes qui ont impérativement besoin de la voiture en raison de la piètre qualité des liaisons de transports publics devraient payer encore plus d'impôts. La nécessité d'améliorer les infrastructures, tant pour les transports individuels que pour les transports en commun, est incontestée. Il faut cependant d'abord adopter une perspective globale, sans accabler unilatéralement des groupes de population particuliers.



- **NON** à encore davantage d'argent de la route détourné à d'autres fins
- **NON** à la hausse des impôts – Non à la limitation de la déduction pour les pendulaires
- **NON** à une extension exagérée du trafic ferroviaire
- **NON** Non à la hausse de la TVA
- **NON** à plus d'opacité et aux revendications régionales
- **FAIF n'est pas durable !**

PLUS D'INFORMATIONS:

[WWW.faif-non.ch](http://www.faif-non.ch)



14^e Coupe nationale UDC de yass

avec le conseiller fédéral Ueli Maurer
et des conseillers nationaux et aux
Etats UDC

Samedi, 22 février 2014

10.15 – 16.00 heures

ouverture des portes **9.00 heures**

**à la Caserne Reppischtal,
Birmensdorf ZH**

Genre de jeu

Schieber avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Belle planche de prix. Chaque participant reçoit
un cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estime:

1er prix Fr. 300.-; 2e prix Fr. 200.-; 3e prix Fr.
100.-

Finance d'inscription

- La finance d'inscription: Fr. 30.-
La finance d'inscription est versée à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 25.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC,
sympathisants de l'UDC et amateurs de yass sont
cordialement invités à cette sympathique
manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous
prions de vous annoncer le plus rapidement
possible avec le talon ci-dessous par courriel, par
courrier postal ou par fax (nombre de places
limité).

Date limite: 14 février 2014

Organisation

UDC du district de Dietikon ZH sous la direction
de Hans Egloff, président du CO, et du conseiller
national Felix Müri.

Chef du tournoi: Christian Zürcher



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 14^e Coupe nationale UDC de yass - samedi, 22 février 2014:

Cartes françaises

Cartes alémaniques

Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

Inscription jusqu'au 14 février 2014 au :
Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: betschart@svp.ch